

ville d'Amérique du Sud, sa plus grande place financière de surcroît, dirigée par une personnalité marxiste avouée : le terme de « tremblement de terre » s'impose pour qualifier la victoire, le 15 novembre, du candidat du Parti des travailleurs à Sao-Paulo. Que le vainqueur soit, dans ce sous-continent « machiste », une femme, M^{me} Luiza Erundina, liée au secteur le plus progressiste du catholicisme brésilien, voilà qui rajoute à la haute symbolique de l'événement.

Ce résultat s'inscrit dans une forte poussée à gauche des quelque 70 millions d'électeurs à l'occasion de ces municipales, dernier scrutin avant le rendez-vous majeur qu'est l'élection présidentielle de la fin de 1989. Rio-de-Janeiro, seconde ville du pays, échoit à un représentant du Parti démocratique travailliste : une formation populiste aux options fluctuantes dont le leader, M. Leonel Brizola, est l'un des candidats les plus notoires à la première magistrature de l'Etat. Belo-Horizonte, troisième cité brésilienne, sera gouvernée par le représentant d'une dissidence de gauche du parti gouvernemental PMDB, M. Pimenta da Veiga.

La déroute de la « situation », comme on qualifie traditionnellement le pouvoir en place au Brésil, est l'enseignement corollaire du 15 novembre. La formation du président José Sarney ne parvient guère à maintenir ses positions que dans ce Nordeste considéré comme le « poids mort » du Brésil. Des échecs économiques flagrants, symbolisés par une inflation filant sur les 1 000 % pour 1988 ; les turbulences sociales consécutives, illustrées par une vague de grèves sans précédent récent ; et de trop nombreuses affaires de corruption n'épargnant pas même la présidence : ce sont là, certes, de bonnes raisons au mécontentement ambiant exprimé par le scrutin municipal.

Le « ras-le-bol » des électeurs n'a pas épargné les hommes en place lors même qu'ils étaient de gauche ; ainsi les candidats soutenus par deux prestigieux gouverneurs du Nordeste, opposants résolus à l'ex-dictature militaire, MM. Miguel Arraes à Recife et Valdir Pires à Salvador, ont-ils été battus.

Comme ailleurs en Amérique latine, l'incredulité envers la politique en général gagne du terrain — avec les risques d'anarchie, voire de nihilisme, qui peuvent s'ensuivre. Ceux qui seraient tentés de trouver de rassurantes explications à la défaite du parti au pouvoir à ces élections somme toute « locales » méditeront cette donnée.

Le scrutin du 15 novembre sera évidemment examiné attentivement au-delà même du Brésil. S'il est vrai que ce pays a ses particularités excluant toute transposition simpliste, le poids même de ce « géant » en fait un phare pour le reste de cette Amérique latine qui, globalement, vient de connaître l'une des pires décennies économiques, et partant sociales, de son histoire.

M 0147 - 11190 - 4,50 F



3790147004500 11190

LES RAPPORTS ENTRE NATIONALITES

Le Kremlin a réagi, dès le jeudi 17 novembre, au défi lancé la veille par le Parlement de la République balte d'Estonie. Le Soviet suprême d'URSS examinerait les revendications baltes — c'est-à-dire, en fait, les rapports entre nationalités — dès sa prochaine réunion. Le président estonien a gagné Moscou pour y défendre ses positions. De son côté, le Parlement lituanien devait se réunir vendredi.

MOSCOU
de notre correspondant

Pas d'articles vengeurs, pas de procès en hérésie, pas la moindre inquiétude à Tallin, la capitale estonienne, et moins encore, bien sûr, de risque de recours à la force.

C'est la crise, une crise qui est sans doute, par ses enjeux, la plus sérieuse qu'ait eu à affronter M. Gorbatchev en trois ans de pouvoir, mais, au-delà des apparences, une crise d'un type totalement nouveau en URSS : une crise politique et institutionnelle.

A première vue, on pourrait se croire dans un schéma, connu de dirigeants communistes, d'un morceau de l'empire épousant soudain les aspirations de leur peuple et déclenchant une réaction brutale de Moscou qui les convoque avant de passer à la

« normalisation ». En l'occurrence, la réaction du Kremlin a même été d'une rapidité foudroyante.

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 4.)



Dix-sept ans de règne à la tête de la CFDT

Edmond Maire, le dérangeant

Après dix-sept ans de règne, M. Edmond Maire, cinquante-sept ans, quittera ses fonctions de secrétaire général de la CFDT, à l'issue du congrès confédéral qui se tiendra à Strasbourg du 22 au 26 novembre.

A l'heure du bilan, les images se bousculent, voire se brouillent. Existerait-il plusieurs Edmond Maire rassemblés dans le même personnage ? En dix-sept ans, il a donné souvent le tournis. A un moment ou à un autre, on l'a vu dans la peau d'un révolutionnaire incorrigible, d'un autogestionnaire utopique, d'un soixante-huitard rêveur, d'un intellectuel dérangeant, d'un syndicaliste à contre-courant, d'un visionnaire abstrait, d'un moderniste imprévisible. Ou encore d'un « patron » au pouvoir trop personnel semblant vouloir incarner la CFDT à lui tout seul.

A un moment ou à un autre, M. Maire a fasciné avant de s'aliéner ou il s'est aliéné avant

de séduire le PS comme le PCF, la CGT comme le patronat, M. Mitterrand comme M. Chirac, M. Giscard d'Estaing comme M. Barre. A l'heure du départ, il sait qu'il a suscité des inimitiés aussi nombreuses que diverses et changeantes. Mais il part avec, en fait, bien peu d'ennemis. M. Maire est habité tout entier par l'ambition d'agir sur la société afin de la transformer en profondeur. Révolté par les inégalités et les injustices, au sein même du monde salarial, il a mis d'abord pour cela sur la rupture avec le capitalisme et la magie de l'autogestion avant de jouer l'action au quotidien et la « resyndicalisation ».

S'il y a bien une cohérence fondamentale dans une gestion, qui, à première vue, donne le sentiment d'une succession de politiques différentes, c'est sa volonté de faire du syndicalisme une force autonome de transformation sociale. C'est cette même volonté qui l'a fait passer d'une stratégie de harcèlement du pou-

Cinquante et un militants indépendantistes qui avaient été emprisonnés à la suite des violences survenues ces derniers mois en Nouvelle-Calédonie, dont vingt-six impliqués dans l'affaire d'Ouvéa, ont été remis en liberté, dans la nuit du jeudi 17 au vendredi 18 novembre simultanément en métropole et à Nouméa, en application de la loi approuvée par les électeurs lors du référendum du 6 novembre.

Les vingt-six Canaques inculpés après l'attaque de la gendarmerie de Fayaoué, le 22 avril, au cours de laquelle quatre gendarmes avaient été tués et une vingtaine d'autres pris en otages, ont aussitôt regagné la Nouvelle-Calédonie à bord d'un avion spé-

cial. Ils bénéficieront de l'amnistie prévue par la loi référendaire, à moins que le juge d'instruction en charge du dossier ne considère ultérieurement que certains d'entre eux font partie des « auteurs principaux » des meurtres commis à Fayaoué. Selon les avocats du FLNKS, tous les « auteurs principaux » figuraient parmi les dix-neuf militants tués le 5 mai au cours de l'assaut lancé par l'armée pour libérer les otages. Les familles des gendarmes tués à Ouvéa ont protesté contre cet élargissement.

Parmi les vingt-cinq indépendantistes élargis au même moment à Nouméa figurent quelques militants déjà condamnés à la suite de troubles divers survenus sur le territoire. Le procureur général du territoire a souligné que « l'amnistie, c'est le choix du pardon, et le pardon, c'est la voie ouverte à l'espoir d'une réconciliation durable ».

(Lire page 12 nos informations et le commentaire d'ALAIN ROLLAT.)

Une sordide affaire

Le gentilhomme

Instruite à Toulon depuis juin 1987, une affaire de captation d'héritage prend aujourd'hui une ampleur inattendue. Au cœur de cette ténébreuse histoire, un tableau de Murillo acheté en 1985 par le Louvre dans des circonstances aujourd'hui contestées.

Avocats, marchands d'art et Toulonnais : ces trois mondes sont en émoi. A cause d'une affaire de captation d'héritage. Ingrédients de ce roman de mœurs qui tourne à la série noire : d'incalculables tableaux des seizième, dix-septième et dix-huitième siècles, où se mêlent les signatures de Van Dyck, Titien, Watteau, Greuze, Rembrandt, Quentin de La Tour, Murillo et Boucher ; une vieille dame qui s'éteint lentement, maigre et misérable malgré sa fortune, séquestrée, à l'abandon, hurlant à en perdre la raison ; une ancienne tenancière de bar qui se dit à l'occasion artiste peintre mais semble plus versée dans le com-

MICHEL NOBLECOURT.

(Lire la suite page 31.)

Les pharmaciens dans la rue

Dix mille d'entre eux ont manifesté à Paris contre la baisse de leur pouvoir d'achat.

Page 31

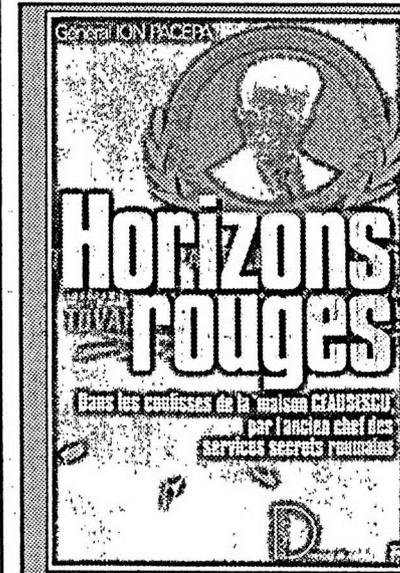
Le Monde

SANS VISA

Jordanie : Les pierres vives de Jerash.

■ Escapes. ■ Gastronomie. ■ Jeux.

Pages 17 à 20



Général ION PACEPA

Horizons rouges

Par l'ancien chef des services secrets roumains, une description de la dictature de Ceausescu qui rejoint et dépasse parfois celle qu'avait faite Alfred Jarry de la Poldavie d'Ubu. Un document explosif qui a fait sensation lors de sa parution aux États-Unis.

PRESSES DE LA CITÉ